



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général aux  
affaires départementales**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRÊTÉ N°52-2025-06-00255 DU 24 JUIN 2025**

**autorisant la société SALEUR RECYCLAGE à exploiter le site de  
la ZI la Dame Huguenote sur le territoire de Chaumont**

**La Préfète de la Haute-Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II, son titre 1er du livre IV et du livre V

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) visée à l'article L. 511-2 du Code de l'environnement ;

**VU** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Régine PAM, Préfète de la Haute-Marne ;

**VU** le décret du 25 octobre 2023 nommant M. Guillaume THIRARD, Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°52-2024-01-00146 du 31 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Guillaume THIRARD, Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2-b (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la

nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2715 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4719 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°1876 du 30 mai 2006 pour les activités de la société SALEUR SA RECYCLAGE ;

**VU** le récépissé de transfert d'exploitant du 28 mai 2009 autorisant la SAS SALEUR ENVIRONNEMENT pour la reprise des activités précédemment exploitées par la SAS SALEUR RECYCLAGE ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°425 du 29 mars 2013 modifiant le tableau des rubriques des installations classées applicables à l'installation de la SAS SALEUR ECO ENVIRONNEMENT ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°3722 du 6 novembre 1997 pour les activités de la société SA SALEUR RECYCLAGE ;

**VU** le récépissé de transfert d'exploitant du 20 avril 1999 de la société SA SALEUR au bénéfice de la SA HAUTE-MARNE TRI ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°628 du 7 janvier 2014 modifiant l'arrêté préfectoral n°3722 du 6 novembre 1997 ;

**VU** le dossier de demande d'autorisation de la société par la société SALEUR SAS ENVIRONNEMENT, dont le siège social se situe ZI Dame Huguenotte 52000 CHAUMONT, déposé en date du 7 septembre 2022, portant mise à jour des activités exercées sur l'ensemble des installations et l'extension d'activité du site ;

**VU** le rapport du 6 février 2023 de l'inspection des installations classées ;

**VU** les éléments complémentaires transmis par la société SALEUR RECYCLAGE par courriel le 8 mars 2024 et le 19 août 2024 ;

**VU** le rapport du 31 décembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 2 janvier 2025 ;

**VU** l'absence de réponse par le demandeur sur le projet d'arrêté ;



**CONSIDÉRANT** que les activités exercées sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il convient, en conséquence, de prévoir les mesures adaptées destinées à les prévenir ou empêcher ces effets ;

**CONSIDÉRANT** que la société SALEUR est déjà autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation, à exploiter des activités de gestion des déchets industriels dangereux sur la zone industrielle Dame Huguenotte, 52000 CHAUMONT avec une superficie de 22 139 m<sup>2</sup> ;

**CONSIDÉRANT** que la société SALEUR a déposé, le 7 novembre 2022, une demande de régularisation des activités exercées sur le site, activités antérieurement exercées sur deux installations qui ont fusionné. Il s'agit des activités exercées par les exploitants HAUTE-MARNE TRI (réglementé antérieurement par les arrêtés préfectoraux n°3722 du 6 novembre 1997 et n°628 du 17 janvier 2014) et Saleur (réglementé antérieurement par les arrêtés préfectoraux n°425 du 29 mars 2013 et n°1876 du 30 mai 2006) ;

**CONSIDÉRANT** que les activités exercées sur deux installations différentes et sur deux sites proches mais disjoints ont été fusionnées sur un seul site et qu'il est opportun dans une logique de simplification administrative de disposer d'un arrêté préfectoral complémentaire unique ;

**CONSIDÉRANT** que les principales évolutions entre les activités exercées par les deux sociétés préexistantes d'une part et la nouvelle d'autre part consiste en :

- une augmentation de 900 m<sup>3</sup> à 1 500 m<sup>3</sup> (passage de déclaration à enregistrement) pour la rubrique 2716 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes) ;
- une augmentation de la quantité de déchets cisailés de 10 t/j à 50 t/j pour la rubrique 2791 (Installation de traitement de déchets non dangereux), le site exploitant d'ores et déjà 25 t/j ;

**CONSIDÉRANT** que la société SALEUR a mené dans son dossier une démarche de réduction du risque et des impacts à la source pour limiter les effets de son projet ;

**CONSIDÉRANT** qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à abandonner la rubrique des installations classées n°2712 relative à l'installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage ;

**CONSIDÉRANT** l'examen des différents critères ne fait apparaître aucun phénomène dangereux jugé inacceptable au sens de la réglementation et pour le voisinage ;

**CONSIDÉRANT** les activités exercées et objet de la demande n'engendrent pas d'artificialisation supplémentaire des sols ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

**ARRÊTE :**

### **Article 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société SALEUR RECYCLAGE, dont le siège social est situé à ZI Dame Huguenotte 52000 CHAUMONT, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations sous réserve du respect des prescriptions fixées par le présent arrêté.

### **Article 2 : Objet de l'autorisation**

La présente autorisation tient lieu de :

- Autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;
- Déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 du même code ;
- Déclaration ou demande enregistrement d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Déclaration de changement d'exploitant.

**Article 3 :** Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du Code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration ou enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à déclaration ou enregistrement incluses dans l'établissement, sans préjudice des dispositions prévues dans le présent arrêté.

### **Article 4 : Classement au titre des ICPE**

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Numéro rubrique ICPE	Intitulé de la rubrique	Volume des activités	Régime
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.	Quantité maximale de déchets dangereux : 4 t	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. 1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	La quantité de déchets traités quotidiennement est de 50 t/j	A
2710	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719. 2.a Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 m <sup>3</sup> .	volumes : bois/ cartons/papiers/plastiques/DAE 400 m <sup>3</sup> métaux non ferreux ; 300 m <sup>3</sup> métaux ferreux : 800 m <sup>3</sup> Soit 1 500 m <sup>3</sup> au total	E



2713	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. 1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup>	surface de regroupement de métaux et déchets de métaux : - 1 000 m <sup>2</sup> -en extérieur - 400 m <sup>2</sup> -sous bâtiment Soit 1 400 m <sup>2</sup> au total	E
2714	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	volume susceptible d'être entreposé : papiers/cartons : 1 500 m <sup>3</sup> bois : 500 m <sup>3</sup> plastiques : 600 m <sup>3</sup> Soit 2 600 m <sup>3</sup> au total	E
2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. 2. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	volume de déchets non dangereux non inertes susceptible d'être entreposé : 1500 m <sup>3</sup>	E
2710	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719. 1.b. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieure à 1 tonne mais inférieure à 7 tonnes.	Quantité susceptible d'être entreposée au maximum : 3 tonnes (emballages et matériaux souillés, aérosols usagés, pâteux, huiles, filtres, flexibles)	DC
2711	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	volume susceptible d'être entreposé : 450 m <sup>3</sup>	DC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m <sup>3</sup> .	volume susceptible d'être entreposé : 400 m <sup>3</sup>	D
4719	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). 2. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 250 kg mais inférieure à 1 t.	Stockage d'acétylène dans 3 bouteilles de 75 litres ; soit une quantité maximale de 258 kg	D

(\*)A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration, DC : Déclaration avec Contrôle NC : Non Classé

#### Article 5 : Classement au titre des IOTA

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime (*)
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol. La surface totale du projet, étant : Comprise entre 1 et 20 hectares	terrain imperméabilisé 2,21 ha	D

#### Article 6 : Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune, section et parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles	Superficie
CHAUMONT	BP	124, 143, 145, 146, 147, 154, 158, 159, 160	2,21 ha

#### Article 7 : Consistance des installations autorisées

L'établissement sera constitué des installations suivantes, à savoir :

- Un bâtiment et voie de circulation comprenant les bureaux de la direction et les bureaux d'exploitation des déchets industriels ;

- Une zone couverte de stockage sur rétention de déchets dangereux constituée de 2 alvéoles ;
- Un bâtiment B couvert dont une façade est ouverte comprenant une chaîne de tri manuel des déchets d'activités économiques (DAE) et des aires dédiées au stockage de déchets non dangereux en vrac ou conditionnés : papiers, cartons, déchets d'activités économiques, déchets ménagers valorisables, emballages (plastiques) ;
- un bâtiment E couvert comprenant une presse à balles et des aires dédiées au stockage de papiers et cartons en vrac, housses en plastique en vrac, papiers conditionnés en balles
- une zone dédiée pour le stockage en extérieur non couvert de déchets non dangereux en vrac ou conditionnés comprenant une cisaille à métaux et des aires spécifiques pour plastiques divers issus d'activités de construction, bois, plâtre, verre, menuiseries en plastique (PVC...), cartons et housses en plastique conditionnés en balles, métaux ferreux et métaux non ferreux
- une aire extérieure de lavage de véhicules non couverte ;
- des équipements : une station de distribution de gasoil pour les véhicules de l'installation, deux ponts bascule, un portique de détection de radioactivité, une réserve souple pour la défense incendie, deux citernes de 120 m<sup>3</sup> de récupération des eaux d'extinction incendie, une citerne de récupération des eaux pluviales, quatre séparateurs hydrocarbures, des voies de circulation, des places de stationnement pour véhicules légers, o divers engins de manutention. Le plan des installations est joint en annexe 1 au présent arrêté préfectoral.

**Article 8 : Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

**Article 9 : Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et d'analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets, de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Ils sont exécutés par un organisme tiers agréé ou soumis à l'approbation de l'Inspection des installations classées. Tous les frais occasionnés sont supportés par l'exploitant.

**Article 10 : Cessation d'activité et remise en état**

En cas d'arrêt définitif des installations, sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement, le site sera remis en état suivant les modalités des articles R 512-39 et suivants du Code de l'environnement, ainsi que conformément aux dispositions prévues dans le dossier du pétitionnaire.

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est un usage de type industriel.

**Article 11 : Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

**Article 12 : Objectifs généraux**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- Limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- Limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- Respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- Gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;

• Prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité publique, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

• Prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

#### **Article 13 : Surveillance de l'installation**

En complément des dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé :

• l'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des déchets et des produits stockés ou utilisés dans l'installation, des enjeux écologiques en présence et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ;

• le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique ;

• les différentes alarmes du site prévues dans le présent arrêté sont renvoyées à la société de surveillance ou au poste de gardiennage 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ;

#### **Article 14 : Chaîne de tri-traitement**

Une chaîne de tri est utilisée pour le tri manuel des déchets industriels sous le bâtiment B. Elle est constituée de 1 table rotative, 1 benne de 30 m<sup>3</sup>, 8 alvéoles de stockage de déchets triés.

8 catégories sont triées : cartons, housses plastiques, plastiques durs, ferrailles, bois, pvc, gravats, plâtres.

#### **Article 15 : Organisation des stockages**

Les zones de stockage des déchets sont localisées selon le plan en annexe 1.

Les dimensions des zones dédiées à chaque catégorie de déchets sont identifiées à l'article du présent arrêté sur les dimensions de zones de stockage.

#### **Article 16 : Origine des déchets**

Seuls les déchets réceptionnés issus des départements ci-dessous sont acceptés sur le site par ordre de priorité géographique décroissant :

- Départements de la Haute-Marne

- Départements limitrophes à la Haute-Marne : Aube, Côte-d'Or, Marne, Meuse, Haute-Saône et Vosges.

#### **Article 17 : Performances des installations et traitement / valorisation des déchets**

Les performances des installations sont les suivantes :

- déchets issus de la chaîne de tri :

- 40 % de valorisation matière
- 45 % de valorisation énergétique
- 15 % de stockage de déchets non dangereux
  - déchets réceptionnés et gérés sans passer par la chaîne de tri :
- 100 % de valorisation

**Article 18 : Gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)**

L'exploitant prend les dispositions pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés lors de la manipulation des DEEE. Aucune opération de dégazage du circuit de réfrigérant n'a lieu sur le site. Le compactage de DEEE est interdit pour les DEEE contenant ou ayant contenu des fluides frigorigènes halogénés.

Le broyage sur le site de DEEE est interdit.

**Article 19 : Poussières**

Les dispositions prises par l'exploitant sont :

- Les voiries de circulation et de manutention sont nettoyées autant que nécessaire ;
- Le travail susceptible de dégager de la poussière est réalisé sous bâtiment ;
- Les camions sont nettoyés régulièrement

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas d'envol de poussière ou de dépôt de boue sur les voies de circulation publique.

Un registre des opérations de nettoyage sera rédigé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Article 20 : Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu**

L'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'Environnement. Ils respectent les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie.

**Article 21 : Approvisionnements et origine en eau**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Le site est alimenté en eau potable par le réseau public d'adduction d'eau potable.

**Article 22 : Utilisation de l'eau**

Les consommations d'eau, de l'ordre de 310 m<sup>3</sup> par an, sont destinées aux usages domestiques (sanitaires, réfectoire...), au nettoyage des locaux, à la station de lavage des véhicules.

**Article 23 : Dispositions relatives à la station de lavage des véhicules**

Les modalités d'exploitation de l'aire de lavage de véhicules respecte les prescriptions suivantes :

- Seul le lavage extérieur des véhicules est autorisé,
- L'extérieur des camions est lavé sur l'aire de lavage dédiée,
- Un seul véhicule est lavé par jour,
- Les eaux de lavage sont canalisées vers un séparateur hydrocarbures,



- Une vanne d'obturation est installée en aval du séparateur hydrocarbures afin de ne plus faire transiter ces eaux vers le milieu récepteur en cas d'incendie,
- Le produit de nettoyage est à 98 % biodégradable,
- Les eaux de lavage ne sont pas infiltrées, elles sont récupérées et envoyées vers la filière adéquate pour être traitées.

#### **Article 24 : Collecte des effluents liquides**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'arrêté est interdit. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

L'assainissement et le coefficient d'imperméabilisation des sols sont conformes aux dispositions prescrites par le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Chaumont et les documents d'urbanisme en vigueur.

#### **Article 25 : Protection des réseaux internes à l'établissement**

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement (eaux usées, eaux pluviales) par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

#### **Article 26 : Identification des effluents**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales de toiture (réputées propres) ;
- les eaux pluviales de voiries (susceptibles d'être polluées) ;
- les eaux polluées (eaux d'extinction d'incendie, eaux polluées lors d'un accident, ....) ;
- les eaux domestiques (eaux de vannes, eaux des lavabos et douches, eaux de cantine, ....).

#### **Article 27 : Collecte des effluents**

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **Article 28 : Entretien et conduite des installations**

L'établissement dispose de quatre (4) séparateurs d'hydrocarbures pour traiter les eaux pluviales susceptibles d'être polluées. La conception et la performance de ces installations de traitement permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint la moitié de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an.

Les fiches de suivi du nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend dès que possible les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise.

#### Article 29 : Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Points de rejet	n°1	n°2	n°3	n°4	n°5	n°6
Nature des effluents	Eaux pluviales de voirie et aire de lavage	Eaux pluviales de voirie	Eaux pluviales de voirie	Eaux pluviales de voirie	Eaux pluviales de toiture	Eaux sanitaires
Localisation	Sud Ouest du site	Nord Est du site	Nord Ouest du site	Ouest du site	Sud Ouest du site	Près des bâtiments sociaux
Exutoire du rejet	Puits d'infiltration	Puits d'infiltration	Puits d'infiltration	Puits d'infiltration	Espaces verts au Sud Ouest du site	Fosse toutes eaux de 4 m <sup>3</sup>
Traitement avant rejet	Traitement par séparateur d'hydrocarbures	Traitement par séparateur d'hydrocarbures	Traitement par séparateur d'hydrocarbures	Traitement par séparateur d'hydrocarbures	-	Filtre compact
Milieu récepteur	Milieu naturel par infiltration	Milieu naturel par infiltration	Milieu naturel par infiltration	Milieu naturel par infiltration	Infiltration dans le sol sur le site	Infiltration sur le site

Les points de rejets sont reportés sur un plan qui permet leur localisation précise. Le plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 30 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des autorisations délivrées par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et les ouvrages de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du Code de la Santé Publique. Ces autorisations sont transmises par l'exploitant au Préfet avant la mise en service.

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont également prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, ont libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration ci-après avant rejet dans le milieu récepteur : PH : 5,5 – 8,5, température : 30°C.

Paramètre	Code Sandre	Points de rejet n° 1, 2, 3 et 4
		Concentration maximale (mg/l)
Matières en suspension	1305	100
DCO	1314	300
DBO5	1313	100



Indice phénols	1440	0,3
Chrome hexavalent	1371	0,1
Cyanures totaux	1390	0,1
AOX	1106	5
Arsenic et ses composés	1369	0,1
Hydrocarbures totaux	7009	10
Métaux totaux	-	15

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées, les eaux collectées dans les installations sont éliminées en tant que déchets vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Un contrôle de la qualité des eaux pluviales rejetées dans le milieu récepteur est effectué ans les 6 mois suivant la publication de l'arrêté préfectoral. Les résultats d'analyse sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

#### **Article 31 : Surveillance des rejets**

La fréquence d'analyse est la suivante :

Paramètre	Code Sandre	Points de rejet n° 1, 2, 3, 4
Matières en suspension	1305	annuelle
DCO	1314	annuelle
DBO5	1313	annuelle
Indice phénols	1440	annuelle
Chrome hexavalent	1371	annuelle
Cyanures totaux	1390	annuelle
AOX	1106	annuelle
Arsenic et ses composés	1369	annuelle
Hydrocarbures totaux	7009	annuelle
Métaux totaux	-	annuelle

#### **Article 32 : Rétention et confinement**

Le confinement des eaux d'extinction incendie est assuré par des dispositifs externes aux bâtiments. Deux bassins versants (BV1 et BV2) sont définis pour une collecte des eaux d'extinction incendie identifiées sur le plan en Annexe 2. Les zones de rétention sont spécifiques à chacun des deux bassins versants.

**BV1 : bassin versant de 12 800 m<sup>2</sup> : Zone de rétention en partie Nord-Est**

- 280 m<sup>3</sup> pour la zone BV1, sur la zone de circulation.
- système de vannes pour diriger les eaux d'extinction incendie vers les cuves en cas de sinistre.

**BV2 : bassin versant de 9 240 800 m<sup>2</sup> : Zone de rétention en partie Sud-Ouest**

- 240 m<sup>3</sup> pour la zone BV2, par la présence de deux (2) citernes enterrées de 120 m<sup>3</sup>.

Une vanne d'obturation est installée au niveau de chaque point de rejet 2, 3, 4, 5, 6 et 7. Elles doivent être actionnées en cas de sinistre pour évier tout rejet vers le milieu naturel.

La mise en œuvre manuelle des vannes d'obturation reste possible en toute circonstance, notamment en cas de sinistre, leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne qui est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 33 : Niveaux acoustiques**

Le réseau de surveillance est adapté en fonction de l'évolution de la sensibilité de l'environnement du site. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les 6 mois suivant la publication de l'arrêté préfectoral puis tous les 5 ans, par un organisme qualifié.



La campagne de mesure est réalisée pendant le fonctionnement des équipements suivants : presse à balles, presse à paquets, cisaille.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du Préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les modalités et les résultats de la surveillance des émissions sonores sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

#### **Article 34 : Vibrations**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

#### **Article 35 : Émissions lumineuses**

En complément des dispositions du point 4.6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 susvisé :

- De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- L'éclairage extérieur se limite aux abords des bâtiments, des voies et des parkings. Ils sont implantés et orientés vers le bas de façon à limiter les nuisances lumineuses.

- Le dispositif d'éclairage intérieur sera principalement constitué d'un éclairage zénithal via les lanterneaux en toiture. L'éclairage artificiel sera piloté par détection de présence et par détection de luminosité.

- L'exploitant du bâtiment s'assure que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit. Les contrôles effectués sont reportés sur un registre.

- Le nombre de lampadaires est adapté aux besoins et les modalités d'éclairage sont dissociées en fonction des modalités d'utilisation de l'espace.

La puissance nominale des lampes utilisées est réduite autant que possible sans préjudice des dispositions prévues par ailleurs.

#### **Article 36 : Circulation dans l'établissement**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

La vitesse est limitée à l'intérieur du site à 20 km/h.

Le nombre de poids lourds sur le site ne dépasse pas le nombre de stationnements prévus et aménagés. Sur l'aire de stationnement dédiée, les poids lourds sont stationnés dans le sens de la « marche en avant », favorisant une évacuation rapide le cas échéant.

#### **Article 37 : Étude de dangers**

Les mesures de maîtrise des risques prises en compte dans l'évaluation de la probabilité d'un phénomène dangereux sont en place, exploitées, maintenues et testées de manière à atteindre les performances démontrées dans le dossier de demande d'autorisation susvisé.

### Article 38 : Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les zones ou parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan général du site et des bâtiments de stockage, systématiquement tenu à jour.

Les installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement.

### Article 39 : État des stocks

L'exploitant détient un outil de gestion des états de stock qui permet, entre autres, de superviser l'état de stock global de l'installation et la localisation exacte des matières et déchets.

L'état des stocks est archivé pour une durée de 5 ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Article 40 : Gestion post-accidentelle

En cas de sinistre, l'exploitant estime les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le cas échéant, il réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans les différentes matrices (air, sols, eaux souterraines, végétaux).

### Article 41 : Stockage des déchets

Le stockage des différents déchets est organisé selon le tableau suivant :

Zone	Déchets	Modalités de stockage	Longueur (m)	Largeur (m)	Hauteur (m)
1 (2 cellules)	Déchets dangereux	Selon contenant spécifique	20	8	3
2	Papiers	Vrac	14	8	3,5
3	Déchets industriels divers	Vrac	14	16	4,5
4	Emballages / Ecomaison	Vrac	20	18	3
5	Emballages	Vrac	20	6	4,5
6	Déchets en mélange / chaîne de tri	Vrac / masse	40	25	3
7	Plastique / Ecomaison	Vrac	15	10	3
8	Bois	Vrac	15	10	3
9	Bois	Vrac	15	10	3
10	Plâtre	Vrac	15	4	3
11	Verre emballage	Vrac	15	5,5	3
12	Plastique PVC	Vrac	9	8	3
13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24	Métaux ferreux et non ferreux	Vrac	Total de 1432 m <sup>2</sup>		3
25	Carton	Vrac	9	6,5	3
26	Carton	Vrac	9	6,5	3
27	Papier	Vrac	7	6	3
28	Housses plastique	Vrac	7	6	3
29	Plastique	En masse / balles	10	5	3
30	Carton	Balles			
31	Carton	Balles	17,5	11	3
32	Papier	Balles	11	3	3
33	Polystyrène	Vrac	9	12	3
34	Papier	Vrac	14	8	3

## Article 42 : Dispositions constructives

### Implantation

Les installations et plus particulièrement les bâtiments et zones de stockage de déchets sont implantés et construits conformément aux plans présentés dans le dossier de demande d'autorisation susvisé de telle manière que les effets en cas d'accident soient contenus à l'intérieur du site (Annexe 1).

### Comportement au feu

- Les murs sont REI 120
- Les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs REI 120
- La stabilité au feu de la structure est R15
- Le sol est en béton

### Dimensions des zones de stockage

Les zones de stockage ont les caractéristiques suivantes

Zone	Longueur (m)	Largeur (m)	Hauteur (m)
1	20	8	3
2	14	8	3,5
3	14	16	4,5
4	20	18	3
5	20	6	4,5
6	40	25	3
7	15	4,5	3
8	15	11	3
9	15	10	3
10	15	4	3
11	15	5,5	3
12	9	8	3
13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24	Total de 1432 m <sup>2</sup>		3
25	12	7	3
26	12	7	3
27	7	3,5	3
28	7	3,5	3
29	14	5	3
30	14	8	3
31	14	15	3
32	5	16	3
33	9	12	3
34	14	8	3,5

## Article 43 : Dispositifs de prévention des accidents

### Matériels utilisables en atmosphères explosives

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret n°2015-799 du 1er juillet 2015 modifié, relatif aux produits et équipements à risques. Le cas échéant, l'étude ATEX correspondante est tenue à la disposition de l'Inspection des installations classées.

### Système de détection incendie

En complément des dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, de l'article 8 du Chapitre II section 1 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012, susvisés.



Les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les bâtiments B et E sont équipés d'un système de détection alarme incendie.

Pour le bâtiment E, ce système comprend 8 têtes de détection et une sirène sonore extérieure au bâtiment. La détection est reliée à une centrale existante et déclenche des alertes sur les téléphones portables des responsables du site (jusqu'à 5 téléphone).

Les îlots extérieurs non couverts dans lesquels sont stockés des déchets combustibles ainsi que la cisaille sont équipés d'un système de détection alarme incendie.

#### **Désenfumage**

En complément des dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé :

Les dispositions suivantes sont mises en œuvre pour le bâtiment E :

- Les amenées d'air sont réalisées naturellement par les portes de quais et les ouvrants en façade ;
- Les portes sont ouvertes manuellement et bloquées, le cas échéant, avec des bloque-portes en position ouverte. L'ouverture des portes n'est pas asservie à la détection incendie ;

Les cantons figurent sur le plan, avec leur surface et le ratio atteint.

#### **Pertes d'utilités**

La perte d'alimentation électrique des installations entraîne l'arrêt complet des installations à l'exception des dispositifs de sécurité tels que les blocs autonomes, les blocs phare, les différentes alarmes, détections et automates intervenant dans la mise en sécurité des installations.

Un groupe électrogène est disponible sur le site et prend le relais pour la mise en sécurité des installations.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées les éléments justifiant de l'entretien et des essais périodiques de fonctionnement.

#### **Protection contre la foudre**

En complément des dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, une étude foudre est réalisée dans les 6 mois après la publication du présent arrêté.

L'étude foudre est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 44 : Moyens de lutte contre l'incendie**

Les besoins en eaux, calculés à l'aide du guide D9 (version en vigueur au 1er janvier 2021) sont estimés à 120 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, soit 240 m<sup>3</sup>.

L'installation est dotée des moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en particulier :

- deux RIA minimum dans le bâtiment de la presse à balles ;
- un réseau d'extincteurs adaptés aux risques pour la zone couverte ;
- une réserve incendie de 60 m<sup>3</sup> ;
- un poteau incendie situé sur la voie publique localisé au niveau du virage de la rue Émile BAUDOT au Nord Ouest du site. Ce poteau est normalisé, d'un diamètre nominal DN150 et adapté au débit à fournir sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie et alimentés par un réseau privé. Il fournit un débit minimum de 79 m<sup>3</sup>/h pour une pression de 3,8 bars. Le poteau est conforme à la norme NF S 61-213 pour ses caractéristiques ;

- Une réserve de sable meuble et sec et de pelles sont disponibles sur le site.

L'exploitant réalise, au plus tard 3 mois après publication du présent arrêté :

- une mesure de débit du poteau incendie ;
- un exercice incendie avec le SDIS de la Haute-Marne.

Les documents et compte rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

**Article 45 : Abrogation des arrêtés préfectoraux antérieurs**

L'arrêté n°1876 du 30 mai 2006 est modifié par le présent arrêté préfectoral.

Tous les articles de l'arrêté n°3722 du 6 novembre 1997 sont abrogés sauf l'article 1.

Les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants sont abrogés :

- Arrêté n°425 du 29 mars 2013
- Arrêté n°628 du 7 janvier 2014

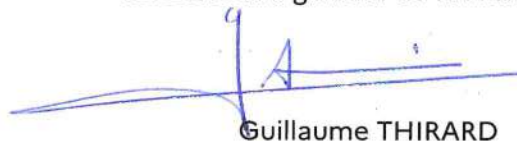
**Article 46 : Publicité - exécution**

Le présent arrêté sera notifié à la société SALEUR RECYCLAGE.

En vue de l'information des tiers, une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Chaumont et peut y être consultée. Cet arrêté est affiché en mairie de Chaumont pendant une durée minimum d'un mois. L'arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Le Secrétaire général de la préfecture de Haute-Marne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Chaumont et au Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Marne.

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire général de la Préfecture,



Guillaume THIRARD

*Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. La décision peut être déférée à la juridiction administrative :*

*1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,*

*2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :*

*a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ,*

*b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.*

*Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.*

*Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.*



## Annexe 1

### PLAN DES INSTALLATIONS ET DE LA LOCALISATION DES DÉCHETS

MUR CP: 

### PLAN DE LOCALISATION DES DECHETS



Code	Matière	Code	Matière	Code	Matière	Code	Matière
1	Zone DID	10	Plâtre	19	Platin et DEEE	28	Housse plastique en vrac
2	Corps plats	11	Verre ménager	20	Ferraille déchetterie	29	Housse plastique en balles
3	DIB ultimes	12	Menuiseries PVC	21	FAC	30	Carton Saleur Recy en balles
4	Ecomaison	13	Inox	22	EIC	31	Carton déchetteries en balles
5	Corps creux	14	Zinc	23	Alu mêlé	32	Ecrit couleur en balles
6	Zone tri DIB	15	AGS Démol	24	Métaux non ferreux	33	Polystyrène
7	Plastique écomaison	16	Moteurs alu/ferreux	25	Carton Saleur Recy en vrac	34	Archives vrac
8	Bois B déchetteries	17	DI	26	Carton déchetteries en vrac		
9	Bois B Saleur Recy	18	Fonte	27	Ecrit couleur en vrac		



## Annexe 2

### BASSINS VERSANTS EAUX INCENDIE

